

# Le Collège électoral sauvera-t-il Clinton ?

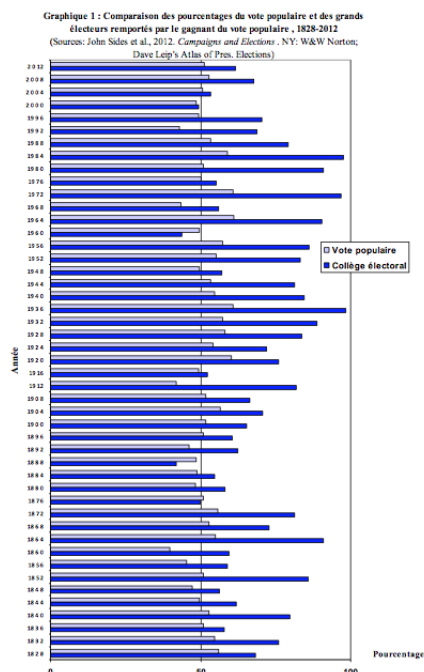
Rafael Jacob, 7 octobre 2016

Ceux et celles suivant la course présidentielle entre Donald Trump et Hillary Clinton ont sans doute entendu, à plusieurs reprises, des commentateurs avancer que Trump aurait une difficulté particulière à atteindre le seuil magique des 270 grands électeurs nécessaires pour remporter le Collège électoral – et par le fait même la présidence. Que Trump se rapproche ou non de Clinton au niveau du suffrage populaire, le Collège électoral, selon cet argument, conférerait une sorte d’avantage additionnel à l’ex-secrétaire d’État. Or, est-ce le cas ?

Avant de répondre à cette question, il importe d’abord et avant tout d’y aller de précisions. Rappelons d’emblée que les candidats présidentiels ne gagnent pas formellement l’élection en termes du vote populaire national. Le but ultime est de remporter une majorité (270) des 538 grands électeurs, répartis dans les 50 États et dans le District de Columbia selon la population respective de chacun. À deux exceptions près, les grands électeurs sont octroyés en bloc au candidat remportant le plus de votes dans un État<sup>1</sup>. C’est donc, au final, le Collège électoral qui détermine l’issue des élections présidentielles.

Maintenant, il est crucial de souligner et surligner le fait que le Collège électoral sert *normalement* non pas à renverser, mais plutôt à *amplifier* le verdict du suffrage populaire. Autrement dit, le candidat remportant le vote populaire national gagnera habituellement également le Collège électoral, et le fera presque toujours par une marge encore plus importante que celle observée au niveau du vote populaire. Le Collège électoral donne ainsi généralement une sorte de « prime » au gagnant du vote populaire.

Le Graphique 1 illustre ce phénomène. Il présente le contraste, pour chaque année, entre le pourcentage du vote populaire récolté par le vainqueur du suffrage à l’échelle nationale et le pourcentage de grands électeurs que cela lui a valu au Collège électoral.



En remontant jusqu'à 1828, année généralement reconnue comme ayant été le théâtre de la première élection présidentielle avec un suffrage populaire, il s'est tenu 47 élections. À seulement quatre de ces occasions – 1876, 1888, 1960<sup>2</sup> et 2000 – il y a eu une différence entre l'identité du gagnant du vote populaire et celle du gagnant du Collège électoral. Dans trois de ces cas, moins d'un point de pourcentage séparait les deux candidats au niveau du vote populaire. L'autre cas, celui de 1876, appartient à une catégorie complètement à part : le candidat victorieux au vote populaire, le démocrate Samuel Tilden, comptait également à la base une avance au Collège électoral. Ce n'est qu'après des tractations en coulisse pour le moins douteuses<sup>3</sup> que 20 grands électeurs appartenant à la Floride, la Louisiane et la Caroline du Sud, États où l'on ne s'entendait pas sur les résultats, ont été uniformément accordés au républicain Rutherford B. Hayes, qui remporta de cette façon le Collège électoral par une majorité d'un seul grand électeur – l'issue la plus serrée de l'histoire américaine.

Ainsi, dans plus de 90% des élections présidentielles allant du début du 19<sup>ème</sup> siècle à aujourd'hui, l'aspirant présidentiel ayant récolté le plus de voix à l'échelle nationale est également devenu président. Seulement lorsque les résultats ont été extraordinairement serrés y a-t-il eu, exceptionnellement, une poignée de divergences à cet égard. À l'inverse, dès qu'un candidat a obtenu une marge victorieuse confortable au niveau du suffrage populaire, il a été grassement récompensé au Collège électoral, souvent par des balayages. Le cas le plus remarquable des dernières décennies a sans doute eu lieu en 1984 alors que Ronald Reagan, en remportant un peu moins de 60% du vote populaire, a été reconduit pour un second mandat à la Maison-Blanche avec 525 des 538 grands électeurs (98%), mordant la poussière contre Walter Mondale seulement au Minnesota et dans le District de Columbia.

Bref, avant de se pencher sur 2016, allons-y d'un constat élémentaire : le Collège électoral favorise, d'abord et avant tout, les gagnants.

Une fois que cela est dit, est-il possible pour un candidat de jouir d'un avantage additionnel au Collège électoral ? Si oui, qu'est-ce que cela signifie ?

Répondre à la deuxième question revient à répondre à la première : on peut dire qu'un candidat est naturellement avantagé par le Collège électoral lorsque, en situation de parfaite égalité au niveau du vote populaire, ce candidat est en avance au Collège électoral. Si le Collège électoral servait de miroir parfait des résultats au suffrage populaire, une parfaite égalité de 50% à 50% (en excluant les tiers partis) au suffrage populaire s'accompagnerait automatiquement d'une parfaite égalité au Collège électoral de 269 grands électeurs contre 269 grands électeurs. À partir du moment où, malgré le fait qu'il est seulement à égalité au niveau du vote populaire, un candidat récolte 270 grands électeurs ou plus, c'est là que le Collège électoral lui confère un avantage naturel. Un simple retour aux élections de 1876, 1888, 1960 et 2000 offre une preuve tangible que cela est bel et bien possible. Prenez l'élection de 2000, par exemple : non seulement George W. Bush n'était pas à égalité avec Gore au niveau du vote populaire, mais a perdu ce dernier par environ un demi-million de voix... et a pourtant raflé une majorité de 271 grands électeurs au Collège électoral.

Mais ce type d'avantage ne se reflète pas uniquement dans ces quelques années électorales exceptionnelles comme 2000. Prenons l'élection suivante – celle de 2004. Le président Bush a

été réélu contre son rival démocrate John Kerry, remportant le Collège électoral avec 286 grands électeurs contre 252 pour Kerry. Ceux se rappelant de cette course se souviendront également sans doute de l'attention qui avait été accordée à l'Ohio. Et pour cause : si Kerry, plutôt que Bush, l'avait emporté dans cet État, les 20 grands électeurs y étant rattachés auraient suffi pour donner les clés du Bureau ovale à Kerry.

Bush a remporté l'Ohio par 2,1%. Or, la marge de Bush au niveau du vote populaire à l'échelle nationale en 2004 était de 2,5%. Imaginons donc, à des fins d'argument, que le vote populaire avait basculé, dans l'ensemble du pays, incluant en Ohio, par 2,5% vers Kerry<sup>4</sup>. Le vote populaire aurait donc été égal... et Kerry aurait remporté le Collège électoral avec 284 grands électeurs (en plus des 20 de l'Ohio, les 7 de l'Iowa et les 5 du Nouveau-Mexique seraient simultanément tombés dans sa colonne). Bush devait gagner le vote populaire, et ce par au moins 0,4%, pour aussi remporter le Collège électoral en 2004. En ce sens, quatre ans après avoir très visiblement pu compter sur un avantage inhérent au niveau du Collège électoral, Bush s'y est trouvé désavantagé.

Le Tableau 1 offre un aperçu de ce à quoi les résultats au Collège électoral auraient ressemblé, cette année-là, si on avait justement joué sur la marge de victoire de Bush au niveau du vote populaire. Dans tous les scénarios, avec un score équivalent à celui de Bush au niveau du suffrage populaire, Kerry l'aurait coiffé au Collège électoral. Détenir un avantage naturel au Collège électoral, c'est ça.

**Tableau 1 : Résultats hypothétiques au Collège électoral en fonction de différentes marges du vote populaire national, 2004**  
(Source : Dave Leip's Atlas of Presidential Elections)

Marge du vote populaire	Gagnant du Collège électoral, nombre de grands électeurs
Bush +2,5%	Bush, 286 grands électeurs
Bush +1,5%	Bush, 272 grands électeurs
Bush +0,5%	Bush, 272 grands électeurs
Égalité	Kerry, 284 grands électeurs
Kerry +0,5%	Kerry, 289 grands électeurs
Kerry +1,5%	Kerry, 289 grands électeurs
Kerry +2,5%	Kerry, 298 grands électeurs

Ce petit avantage dont bénéficiaient les Démocrates en 2004 s'est accentué il y a quatre ans. Alors que Barack Obama brigait un second mandat en 2012, nombre de journalistes ont soutenu que le président sortant était avantagé par la carte électorale. Et ils avaient raison. Au final, Obama a remporté le vote populaire face à son adversaire républicain Mitt Romney par un peu moins de quatre points – 3,9 pour être précis – et a par le fait même décroché 332 grands électeurs (ou un peu plus de 61% du Collège électoral), balayant la quasi-totalité des « États-pivots » (*swing states*).

Mais que se serait-il produit si la marge d'Obama au suffrage populaire avait été plus modeste ? Comme l'indique le Tableau 2, si elle avait été identique à celle de George W. Bush en 2004, Obama aurait gagné 304 grands électeurs – 18 de plus que Bush. En fait, même en perdant le vote populaire par un demi-point, Obama aurait obtenu exactement le même nombre de grands électeurs (286) que Bush a obtenu en 2004. Mitt Romney aurait eu besoin de gagner le vote populaire par au moins un point pour arracher une majorité au Collège électoral et ainsi défaire Obama.

Tableau 2 : Résultats hypothétiques au Collège électoral en fonction de différentes marges du vote populaire national, 2012  
(Source : Dave Leip's Atlas of Presidential Elections)

Marge du vote populaire	Gagnant du Collège électoral, nombre de grands électeurs
Romney +3,9%	Romney, 330 grands électeurs
Romney +3,5%	Romney, 320 grands électeurs
Romney +2,5%	Romney, 304 grands électeurs
Romney +1,5%	Romney, 294 grands électeurs
Romney +0,5%	Obama, 273 grands électeurs
Égalité	Obama, 286 grands électeurs
Obama +0,5%	Obama, 286 grands électeurs
Obama +1,5%	Obama, 303 grands électeurs
Obama +2,5%	Obama, 303 grands électeurs
Obama +3,5%	Obama, 332 grands électeurs
Obama +3,9%	Obama, 332 grands électeurs

Cela dit, gardons en tête que ces avantages, bien que notables, ne sont décisifs que lors de résultats extrêmement serrés au niveau du vote populaire. Autant en 2000 qu'en 2004 ou en 2012, le Collège électoral aurait tôt ou tard basculé dans le camp du candidat ayant remporté une victoire au vote populaire confortable.

Qu'en est-il alors de 2016 ? La « Coalition Obama » que tente de recréer Hillary Clinton s'accompagne-t-elle d'un transfert de l'avantage au Collège électoral dont a joui le président sortant ? Face à Donald Trump, il y a d'excellentes raisons d'en douter. En fait, dans un cas d'égalité au suffrage populaire, il y aurait fort à parier que c'est Trump, et non Clinton, qui se sauverait avec le Collège électoral.

Pourquoi ? D'abord et avant tout parce que bien que Clinton tente de séduire à nouveau l'électorat ayant appuyé Obama, la coalition visée par Trump, elle, diffère de celles assemblées (avec des degrés d'efficacité divergents) par Bush et Romney. On l'a souvent répété : Trump est un candidat républicain atypique. Électoralement, cela signifie qu'il éprouve des difficultés avec des sections de l'électorat traditionnellement acquis au Grand Old Party, alors qu'inversement il peut espérer percer auprès de clientèles ayant été plus réfractaires face aux Républicains dans le passé. Cela a évidemment des répercussions sur les États où Trump risque de faire mieux ou moins bien que ses prédécesseurs républicains.

Prenons des exemples concrets. Les deux derniers sondages diffusés au Texas donnent chacun à Trump une avance de six points face à Clinton. Dans la moyenne des sondages compilée par le site *Real Clear Politics*, l'avance de Trump est actuellement de 7,6%. Cela suffit pour rendre Trump très largement favori pour remporter le Texas et les 38 grands électeurs s'y rattachant. Mais comment une telle victoire, si elle se concrétise, se comparerait-t-elle aux résultats de 2012 ? Il s'agirait de moins de la moitié de la marge de victoire de Romney, qui a gagné le Texas par 16 points il y a quatre ans. Il ne faut pas s'en surprendre outre-mesure : en plus d'être le domicile de la famille Bush et du sénateur Ted Cruz, deux ennemis jurés de Trump pendant les primaires républicaines (et après), le Texas contient une proportion importante d'électeurs républicains « traditionnels » et d'Hispaniques, deux groupes pour le moins hésitants quant à la candidature Trump depuis ses tout débuts.

Le Texas est-il un cas isolé ? Jetons un coup d'œil à quelques centaines de kilomètres au nord-ouest, en Utah. Là, la moyenne *Real Clear Politics* met Trump un peu moins de 15 points (14,7%) devant Clinton – bien assez pour l'assurer de gagner l'État. Mais comment une telle marge se

comparerait-elle à celle obtenue par son prédécesseur républicain ? Romney y avait battu Obama par 48 points<sup>5</sup>. Autrement dit, même en récoltant substantiellement moins de voix, Trump irait chercher exactement le même nombre de grands électeurs au Texas (38) et en Utah (6) que Romney en 2012.

Inversement, regardons un État dont on ne parle pratiquement plus au niveau présidentiel depuis plus de 20 ans – le Maine. La moyenne *Real Clear Politics* place Clinton en avance, mais seulement par cinq points ; lorsqu'elle inclut les tiers partis, elle est réduite à moins de quatre points. Le mois dernier, le Maine People's Resource Center (MPRC), une firme démocrate, plaçait les deux candidats à égalité. À tout le moins, Trump semble bien positionné pour espérer pouvoir remporter la deuxième circonscription électorale de l'État et le grand électeur s'y rattachant (le Maine étant l'un des deux endroits aux États-Unis où les grands électeurs peuvent être fractionnés entre les candidats selon les résultats). De son côté, Romney avait plutôt perdu le Maine dans son ensemble par 15 points et la deuxième circonscription du Maine par neuf.

Là non plus, il n'y a rien de trop surprenant : le Maine comprend une forte proportion d'électeurs blancs sans diplôme d'études collégiales ou universitaires – le bassin de l'électorat le plus réceptif à Trump – et a historiquement appuyé des candidats indépendants des deux partis majeurs<sup>6</sup> (ce qu'est pratiquement Donald Trump). Ainsi, en faisant basculer à peine quelques milliers de votes dans un petit État peu peuplé, Trump irait chercher au moins un grand électeur de plus que Romney au Collège électoral. Évidemment, le Texas, l'Utah et le Maine ne forment que trois des 50 États ; les dynamiques que l'on peut y observer ne seront pas forcément répliquées dans les 47 autres. Ils servent néanmoins d'indication.

De façon plus globale, les sondages à l'échelle nationale et les projections électorales dans les différents États suggèrent également que Trump n'aurait pas besoin de gagner le suffrage populaire par une marge importante – ou sans doute même de le gagner, point – pour remporter le Collège électoral. Replongeons-nous un instant le matin du premier débat, le 26 septembre dernier – moment où Trump avait comblé la grande majorité du retard qu'il accusait à l'échelle nationale depuis les jours catastrophiques pour lui ayant suivi la Convention démocrate cet été. L'avance de Clinton était alors, le 26 septembre, d'un peu plus de deux points à l'échelle nationale (2,3%). Au Collège électoral, on projetait une victoire de Clinton – 272 à 266 – qui aurait été la troisième plus serrée depuis 1828 (après, vous l'aurez deviné, 1876 et 2000). Il ne manquait qu'un État à Trump pour atteindre le seul magique des 270 grands électeurs – et la moyenne des sondages le plaçait à moins d'un demi-point (0,4%) de Clinton au Colorado.

En d'autres termes, même en tirant de l'arrière par deux points à l'échelle nationale, Trump était à la porte d'une avance au Collège électoral. Évidemment, on parle ici de sondages et de moyennes – nul ne peut avancer avec certitude que les projections électorales se seraient parfaitement concrétisées, pas plus qu'Hillary Clinton aurait gagné le vote populaire par exactement 2,3% si le scrutin avait été tenu le matin du 26 septembre. Cela dit, les données observées semblent tout au moins suggérer que Trump n'est pas particulièrement freiné par le Collège électoral en soi.

Depuis le premier débat, la campagne Trump s'est bien sûr enlisée et, comme on pouvait alors s'y attendre dans ce contexte, les sondages ont recommencé à être plus favorables à Clinton – et ce, autant au niveau national que dans les États-clés. En date du 5 octobre, Clinton est créditée, en moyenne, d'une avance de 3,9 points à l'échelle nationale – exactement la même marge de victoire finale qu'Obama en 2012. Au Collège électoral, les projections actuelles lui accordent 322 grands électeurs – une marge amplement suffisante, mais inférieure à celle d'Obama en 2012.

Est-ce dire que Trump est bien positionné pour gagner ? Non – au contraire. Si au moins une chose demeure constante depuis le tout début de la campagne, c'est la suivante : Hillary Clinton était et demeure toujours favorite, incluant au Collège électoral. Toutefois, si elle est favorite au Collège électoral, c'est bel et bien *parce qu'elle est favorite pour remporter le vote populaire en premier lieu*. Si son avance à cet égard fond le 8 novembre, il en fera presque assurément de même au niveau du Collège électoral. Si, au contraire, elle se maintient, elle remportera le Collège électoral et deviendra présidente – pas parce que le Collège électoral lui est naturellement plus favorable, mais parce qu'il tend à favoriser d'abord et avant tout la personne en avance au niveau du vote populaire. Et Hillary Clinton est toujours en avance.

*Note : ce texte a originalement été conçu et écrit avant la sortie de la vidéo controversée impliquant Donald Trump et l'animateur d'Access Hollywood Billy Bush et la réaction à cette dernière. L'avance d'Hillary Clinton dans les intentions de vote s'est depuis accentuée, à la fois à l'échelle nationale et dans les États-clés.*

<sup>1</sup> Les deux exceptions sont le Maine et le Nebraska, qui divisent leurs grands électeurs sur la base des résultats dans les circonscriptions électorales de la Chambre des représentants. Il est donc possible pour un candidat de remporter un des cinq grands électeurs du Nebraska, comme l'a fait Barack Obama en 2008, ou encore l'un des quatre grands électeurs du Maine, comme pourrait bien le faire Trump cette année. Dans les 48 autres États, la personne terminant première au niveau du scrutin populaire remporte la totalité des grands électeurs de l'État.

<sup>2</sup> Bien que John F. Kennedy soit typiquement présenté comme ayant remporté le vote populaire en 1960, une analyse plus approfondie suggère fortement que Richard Nixon a, dans les faits, reçu davantage de voix, en raison du processus de sélection des grands électeurs dans certains États du Sud, plus particulièrement l'Alabama (voir, notamment, Gaines 2001). Cela ne tient pas compte des nombreuses allégations de fraude qui auraient également bénéficié à Kennedy dans Cook County (Chicago) en Illinois et au Texas.

<sup>3</sup> La Floride, la Louisiane et la Caroline du Sud sont par le fait même devenus les trois seuls États du Sud entier à se ranger dans la colonne républicaine en 1876. Le consensus historique semble être que les Républicains auraient offert des concessions aux Démocrates pro-ségrégation du Sud en retour des grands électeurs nécessaires pour que Hayes devienne président.

<sup>4</sup> La présomption selon laquelle un balancement du vote se ferait de façon parfaitement proportionnelle dans l'ensemble des États peut être critiquée. Il serait en principe bien sûr possible que dans un basculement d'un point à l'échelle nationale, par exemple, l'Iowa bascule

de deux points alors que le Nevada ne bouge pas. Cela donne une moyenne d'un point, mais cette moyenne n'est pas répartie de façon égale dans les différents États. Toutefois, aux fins présentes d'argumentation, ceci semble être la façon la plus juste et équitable de procéder.

<sup>5</sup> Bien que Romney ait sans doute obtenu un score plus élevé en Utah en raison de la nature historique de sa candidature – il était le premier candidat présidentiel de confession mormone à représenter un parti politique majeur – l'ampleur de la victoire de Bush huit ans plus tôt (lorsqu'il avait battu Kerry par 46 points) indique que le succès de Romney n'était pas unique à sa candidature.

<sup>6</sup> Le candidat indépendant Angus King a été élu gouverneur de l'État en 1994, réélu en 1998, puis élu au Sénat en 2012. Un autre candidat indépendant, Elliot Cutler, est passé à deux points d'être à son tour élu gouverneur, en 2010 (s'inclinant devant l'actuel gouverneur républicain Paul LePage). Et des 50 États américains, c'est le Maine qui, autant en 1992 qu'en 1996, a accordé le pourcentage de voix le plus élevé au candidat présidentiel indépendant Ross Perrot (en 1992, Perrot était même parvenu à devancer le président Bush, dont la famille possède pourtant une résidence estivale à Kennebunk Port).